



PRÉFET DE LA SAVOIE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Service de la Coordination
des Politiques Publiques

Guichet unique des installations classées
pour la protection de l'environnement (ICPE)

Chambéry, le 13 FEV. 2025

Arrêté préfectoral n°ICPE-2025-011 portant mise en demeure

Installations Classées pour la Protection de l'environnement

**Société Albertvilloise de Récupération (SAR Environnement)
Commune de Tournon (73460)**

*Le Préfet
Chevalier de l'Ordre National du Mérite
Chevalier des Palmes académiques*

VU le code de l'environnement, notamment le livre I^{er}, titre VII (dispositions communes relatives aux contrôles et aux sanctions) et les articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1 et R. 171-1, et le livre V, titre I^{er} (installations classées pour la protection de l'environnement) et les articles L. 511-1 et L. 514-5 ;

VU la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement telle qu'elle résulte de l'article L. 511-2 et de l'annexe de l'article R. 511-9 du code susvisé ;

VU le décret du 20 juillet 2022 portant nomination de M. François RAVIER, en qualité de préfet de la Savoie, à compter du 23 août 2022 ;

VU le décret du 27 avril 2023 portant nomination de Mme Laurence TUR, en qualité de secrétaire générale de la préfecture de la Savoie ;

VU l'arrêté préfectoral DCL-PEJ n°1-2024 du 9 juillet 2024 portant délégation de signature à Mme Laurence TUR, secrétaire générale de la préfecture de la Savoie ;

VU l'arrêté préfectoral du 9 mars 2020 portant autorisation environnementale pour l'exploitation par la Société Albertvilloise de Récupération (SAR Environnement) d'un centre de transit, regroupement de déchets dangereux et non dangereux et de déchets métalliques dangereux et non dangereux au sein de son établissement situé sur la commune Tournon ;

VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement de la Direction régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement (DREAL) Auvergne Rhône-Alpes du 23 décembre 2024 établi suite à la visite du 7 novembre 2024, et transmis à l'exploitant par courrier du 23 décembre 2024 dans le cadre de la procédure contradictoire prévue à l'article L171-6 du code de l'environnement ;

VU l'absence de réponse de l'exploitant au terme du délai déterminé dans la transmission du rapport susvisé ;

CONSIDÉRANT que, lors de la visite du 7 novembre 2024, l'exploitant n'a pas été en mesure de démontrer que les réseaux de collecte des eaux pluviales sont équipés de dispositifs d'isolement permettant leur obturation afin de maintenir sur le site les eaux potentiellement polluées ;

CONSIDÉRANT que, lors de la visite des installations, l'inspection des installations classées n'a pas constaté de signalisation localisant les emplacements des dispositifs d'isolement du site et que les investigations menées n'ont pas permis de relever la présence de ce type de dispositif ;

CONSIDÉRANT que les insuffisances susvisées constituent des non-conformités vis-à-vis des dispositions de l'article 3.3.5 de l'arrêté préfectoral portant autorisation daté du 9 mars 2020 ;

CONSIDÉRANT qu'il convient de faire usage des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement afin de faire respecter les dispositions précitées de l'arrêté préfectoral d'autorisation du site ;

CONSIDÉRANT que la Société Albertvilloise de Récupération (SAR Environnement) a été invitée à faire part de ses observations au préfet de la Savoie sous un délai de 15 jours à compter de la réception de la copie du rapport du service d'inspection de la DREAL du 23 décembre 2024, dans le cadre de la procédure contradictoire particulière précitée ;

SUR proposition de Madame la Secrétaire générale de la préfecture de la Savoie,

ARRÊTE

Article 1. Mise en demeure

La Société Albertvilloise de Récupération (SAR Environnement), dont le siège social est établi 68 allée des Bauges 73460 Tournon, exploitant une installation de tri, transit et regroupement de déchets dangereux et non dangereux et de déchets de métaux dangereux et non dangereux au sein de son établissement situé à la même adresse (SIRET 075 620 120 00057) est mise en demeure de réaliser les actions suivantes :

- mettre en œuvre les mesures nécessaires permettant de satisfaire aux dispositions de l'article 3.3.5 de l'arrêté préfectoral du 9 mars 2020 portant autorisation d'exploiter un centre de tri, transit de déchets dangereux et non dangereux sur la commune de Tournon en disposant, notamment sur les réseaux de collecte des eaux pluviales des dispositifs d'isolement permettant leur obturation afin de maintenir sur le site les eaux potentiellement polluées.
- Les emplacements de ces dispositifs seront clairement identifiés par une signalisation.

L'exploitant communiquera les justificatifs de ces opérations à la DREAL sous 3 mois à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.

Article 2. Sanctions

A défaut d'exécution des dispositions prévues à l'article 1 du présent arrêté, il sera fait application des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement, sans préjudice des sanctions pénales.

Article 3. Notification et publicité

Le présent arrêté est notifié à l'exploitant.

Conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, cet arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État en Savoie pendant une durée minimale de deux mois.

Article 4. Délais et voies de recours

En application de l'article L. 171-11 du Code de l'environnement le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

En application de l'article R.421-1 du code de justice administrative, il ne peut qu'être déféré au Tribunal Administratif de GRENOBLE, juridiction administrative territorialement compétente par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

La présente décision peut faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation, telle que définie par l'article L.213-1 du code de justice administrative, auprès du tribunal administratif de Grenoble.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois le délai susmentionné.

Article 5. Exécution

Madame la secrétaire générale de la préfecture de la Savoie et monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne Rhône-Alpes, en charge de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à Monsieur le maire de Tournon.

Le préfet

Pour le Préfet et par délégation
La secrétaire générale

Laurence TUR